

La centrale nucléaire du Blayais emploie 1 500 salariés et contribue à faire vivre 9 400 personnes

Insee Analyses Nouvelle-Aquitaine • n° 126 • Septembre 2022



La centrale nucléaire du Blayais emploie 1 500 salariés EDF, dans des métiers à dominante technique, essentiellement à temps plein, et génère 1 000 emplois liés à la sous-traitance. La consommation de ces salariés et de leurs familles induit également des emplois. Ainsi, au total, la centrale participe à l'activité de plus de 3 500 personnes et contribue à en faire vivre 9 400.

Ces personnes en emplois directs, indirects et induits habitent majoritairement dans une zone de 74 communes autour de la centrale, au nord du département de la Gironde, en bordure de la Charente-Maritime. Elles représentent 8 % de l'emploi dans ce territoire. La centrale apporte un soutien économique grâce aux salaires, aux commandes et à sa contribution collectée pour les finances publiques des collectivités locales. Bien que dynamique en matière d'économie et de démographie, le territoire a une population plus fragile socialement que celle de la Gironde.

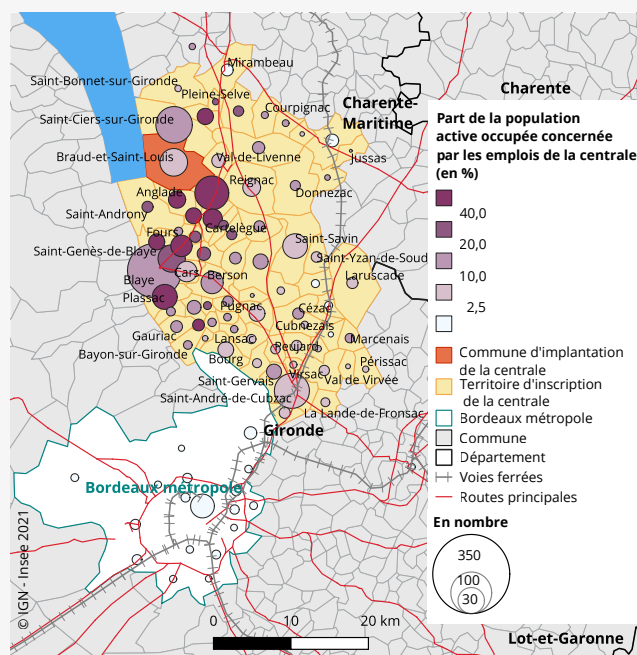
Deux centres nucléaires de production électrique (CNPE) sont implantés en Nouvelle-Aquitaine : celui du Blayais au nord de la Gironde, et celui de Civaux au sud de la Vienne. Ils représentent, à eux deux, 12 % de la production nucléaire française.

Dans la région, 81 % de la production électrique est issue de l'énergie nucléaire. Les 4 réacteurs du CNPE du Blayais, d'une puissance de 900 mégawatts chacun, ont été mis en service entre 1981 et 1985. Leur production est en moyenne de 26 milliards de kilowattheures par an, équivalant aux deux tiers de la consommation en électricité de la région. La centrale est le deuxième établissement industriel de la Gironde.

Une implantation dans un territoire majoritairement peu dense

Le CNPE est implanté au nord du département, à proximité de la Charente-Maritime et à 66 kilomètres du centre de Bordeaux. Son **territoire d'inscription** s'étire au nord de la zone

► 1. Un territoire d'inscription composé de 74 communes



Note : pour les communes hors territoire d'inscription, la représentation de la population active concernée par la centrale par un rond proportionnel a été faite uniquement lorsque l'effectif était au moins de 4 et ce pour des questions de robustesse des données.

Champ : emploi et population au lieu de résidence.

Sources : Insee, appariements Flores-DSN-FEE-RP2017 ; EDF, salariés et commandes 2017.

En partenariat avec :



d'emploi de Bordeaux, à la jonction de plusieurs intercommunalités. Avec 103 000 habitants, il se compose de 74 communes dont la majorité sont peu denses ► **figure 1**. Les personnes liées à la centrale constituent 5 % des habitants, soit plus de 6 000 personnes. Avec 66 emplois pour 100 actifs, le territoire est tourné vers une activité économique plutôt **présentielle** ; 8 % des emplois dépendent de la centrale.

Dans la commune de Saint-André-de-Cubzac, la plus peuplée, 137 actifs occupés sont liés à la centrale, soit 3,8 % de ceux de la commune. À Blaye, les emplois liés au CNPE sont les plus nombreux avec 327 actifs occupés (12 %). Saint-Ciers-sur-Gironde suit avec 148 actifs occupés (16 %). Braud-Saint-Louis, qui accueille le CNPE, est en cinquième position, avec 92 actifs occupés (3 %).

Un territoire attractif et un emploi dynamique avec un ralentissement récent

Depuis 1962, la population du territoire d'inscription a augmenté de 38 000 habitants, soit une croissance annuelle moyenne de 0,8 %, contre 1 % dans le département et 0,5 % dans la région.

Une accélération marque la période de 1975 à 1982, parallèlement à la première étape de la mise en service du CNPE, avec une croissance annuelle moyenne de 2 %. Suit un ralentissement, et, depuis 2012, la population croît de 1 % par an contre 1,3 % en Gironde.

Le site nucléaire du Blayais est le premier employeur d'un territoire offrant au total 28 000 emplois. Les évolutions de l'emploi sont relativement similaires à celles de la population. Depuis 2012, le ralentissement est plus fort que pour la population passant d'une croissance de 1,1 % par an entre 2007 et 2012 à 0,4 % entre 2012 et 2017.

Un territoire tourné vers la viticulture et l'industrie

En dépit de la prépondérance d'activités destinées à la satisfaction de besoins de la population résidente, l'emploi agricole prévaut dans le territoire comparativement au département (10,5 % contre 4,1 %). Les exploitations, essentiellement viticoles, occupent des surfaces proportionnellement plus étendues qu'en Gironde.

De même, à contre-courant de son déclin sur le territoire français, l'emploi industriel progresse sur le territoire

► La centrale du Blayais

La centrale du Blayais dispose de 4 unités de production auxquelles s'ajoutent 4 hectares de panneaux photovoltaïques. Elle produit une électricité décarbonée, qui représente environ 7 % de l'électricité produite en France, soit l'équivalent des deux tiers de la consommation d'électricité de la région Nouvelle-Aquitaine.

Avec 2 000 salariés, d'EDF et d'entreprises partenaires, vivant en majorité dans un périmètre de 5 à 45 kilomètres, la centrale nucléaire du Blayais contribue au développement économique, social et culturel du territoire qui l'accueille. Une relation de proximité qui a vocation à s'inscrire dans le temps au regard des enjeux climatiques et énergétiques du XXI^e siècle. Le programme industriel du Grand Carénage de 2020 à 2029, et des visites décennales de 2022 à 2025, sont destinés à permettre à la centrale de produire, au moins dix années supplémentaires, une électricité décarbonée.

d'inscription depuis 1975 : la présence de la centrale et des sous-traitants locaux y explique une part supérieure de 5 points à celle du département en 2017 (14,4 % des emplois contre 9,2 %). Ainsi, le secteur de la « production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné » représente 46 % de l'emploi industriel du territoire.

Des métiers à haute qualification technique

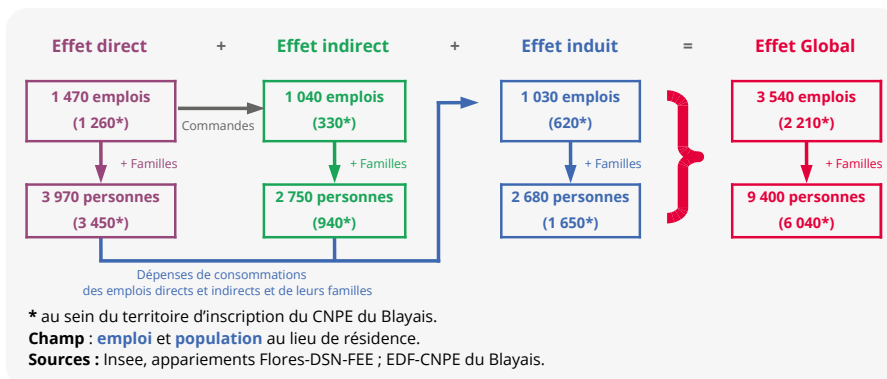
En 2017, le CNPE du Blayais emploie 1 470 salariés EDF ► **figure 2**. La centrale dispose d'une main-d'œuvre très qualifiée avec 62 % de professions intermédiaires (techniciens, chargés d'affaires et de projets, etc.) et 32 % de cadres. Les métiers à dominante technique caractérisent le secteur d'activité : ingénieurs et techniciens de la production et distribution d'énergie ou techniciens d'exploitation et de maintenance. Les emplois sont presque exclusivement en contrats à durée indéterminée et à temps plein. Les salariés sont relativement jeunes : 40 % ont moins de 35 ans contre 31 % dans le département. 73 % d'entre eux sont en couple, 22 points de plus qu'en Gironde. Deux tiers ont au moins un enfant à charge (pour un total de 1 440 enfants). Les propriétaires de leur logement sont,

en proportion, plus nombreux qu'en Gironde et 23 % des salariés locataires occupent un logement associé à un dispositif proposé par l'entreprise, essentiellement à Braud-Saint-Louis et dans des communes à proximité, telles Blaye, Étauliers ou Saint-Ciers-sur-Gironde.

Les commandes de la centrale et la consommation des salariés et de leurs familles génèrent des emplois

Les commandes passées par la centrale à des fournisseurs et sous-traitants génèrent indirectement 1 040 emplois, dans 460 établissements répartis en France métropolitaine. Le caractère non permanent ou spécifique de certaines opérations explique ce recours accru à la sous-traitance. Les activités des prestataires concernent le soutien et la logistique (41 % des emplois indirects), la réparation et installation de machines et d'équipements (15 %) et les travaux de construction spécialisés (10 %). Ces activités sont le reflet des activités principales déclarées des établissements (seule information disponible). Elles peuvent donc être différentes des prestations fournies. En effet, les établissements peuvent avoir des activités assez diversifiées ou évolutives.

► 2. Nombre d'emplois directs, indirects et induits liés à la présence du CNPE du Blayais



En outre, la consommation de produits et de services, des salariés (directs et indirects) et de leurs familles, induit 1 030 autres emplois à proximité de leur domicile concernant d'abord l'administration publique (19 %), puis le commerce de détail (12 %) et les activités pour la santé humaine (11 %).

Ainsi, avec 3 500 emplois au total en France métropolitaine, près de 9 400 personnes sont liées directement, indirectement ou de façon induite à la centrale du Blayais, dont 6 700 en Gironde. Le département regroupe 41 % de l'emploi indirect généré par les commandes passées par le CNPE (430 emplois). De plus, 700 emplois sont liés à la consommation des familles des salariés directs et indirects dans le département soit 68 % de l'emploi induit total.

Un territoire avec une fragilité sociale...

Les emplois d'ouvriers et employés sont fortement représentés (53 % des emplois contre 46 % en Gironde) au sein du territoire d'inscription dans lequel prédominent les activités présentielle et celles des secteurs viticoles et industriels. Les plus de 50 ans sont moins souvent en activité qu'en Gironde à l'inverse des 18-24 ans. Cependant, ces derniers se déclarent davantage au chômage que dans le département avec 3 points de plus, écart porté à 7 points lorsqu'il s'agit de jeunes femmes. Une part plus importante de personnes que dans le département est en difficulté économique et sociale et certains signes de fragilités se manifestent dans le territoire. La précarité monétaire est plus fréquente avec un taux de pauvreté de 14,2 % (14 600 personnes), soit 1,6 point au-dessus de celui du département. 45,5 % des personnes qui se déclarent au chômage le sont depuis plus d'un an, soit 4 points au-dessus de celui du département. Les 18-24 ans qui ne sont ni en emploi, ni en études représentent 31,4 % contre 19,4 % en Gironde. Les salaires horaires nets moyens sont également inférieurs à ceux du département, en particulier pour les emplois d'ouvrier ou d'employé, signe de la présence d'activités moins rémunératrices que dans le département. L'écart de salaire femmes/hommes y est également plus grand.

... mais soutenu par l'activité de la centrale

Le CNPE est le premier employeur du périmètre, loin devant les autres

établissements. Parmi les 1 470 salariés EDF, 1 260 habitent dans le territoire d'inscription. Les emplois concernés sont très spécifiques et généralement plus rémunérateurs que dans les autres secteurs.

Les retombées de l'activité de la centrale se retrouvent aussi dans les finances locales. Le **potentiel fiscal local** lié aux entreprises du territoire est deux fois plus élevé que dans le département. Les richesses dégagées par le secteur de la « production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné » représentent un cinquième de celles produites par les établissements du territoire. Néanmoins, les contributions collectées soutiennent les finances des collectivités, au-delà de la commune d'implantation et du territoire d'inscription.

Pour 8 % des établissements sous-traitants, les commandes représentent au moins 10 % de leur chiffre d'affaires

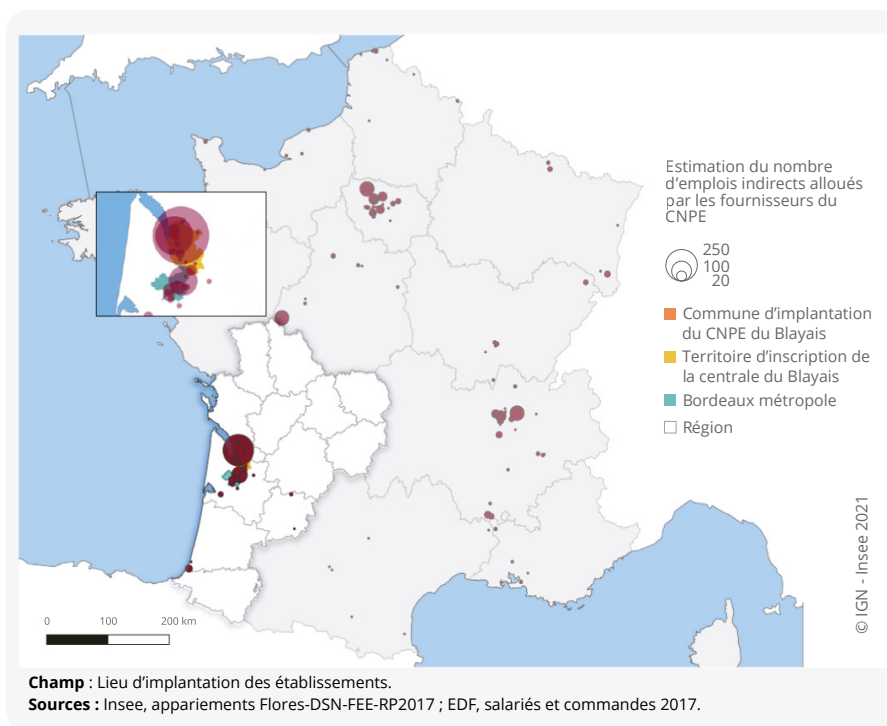
Une centaine de sous-traitants est répartie dans le département de la Gironde. Cependant, les commandes ou demandes de prestations du CNPE sont adressées à des établissements implantés pour les trois quarts hors du département ► **figure 3**. Une partie des salariés de ces prestataires réside à proximité de la

centrale de par la nécessité du travail récurrent. Les activités principales des établissements les plus représentées sont les « activités d'ingénierie, contrôle et analyses techniques », la « réparation et installation de machines et d'équipements », et enfin les « travaux de construction spécialisés » ► **figure 4**. Néanmoins, la plupart des établissements sous-traitants classés en « activités d'ingénierie, contrôle et analyses techniques » exercent, dans les faits, des activités de soutien et de logistique auprès du CNPE du Blayais. Cela recouvre aussi bien le montage d'échafaudages destinés aux travaux de maintenance, le nettoyage des bâtiments industriels, l'assistance radioprotection des interventions, activités propres au secteur nucléaire. Parmi les 460 établissements prestataires, 36 réalisent des commandes dont le montant représente au moins 10 % de leur chiffre d'affaires. La moitié d'entre eux est située dans le département de la Gironde. L'établissement le plus important en termes d'emplois destinés à la centrale (180) s'est spécialement implanté à proximité. ●

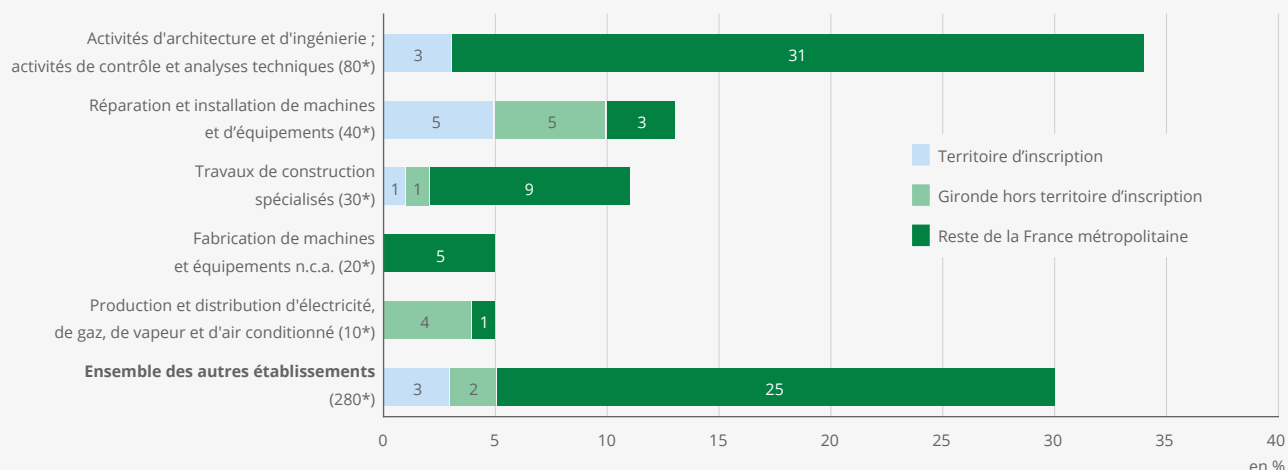
Claire Decondé, Virginie Fabre (Insee)

Retrouvez plus de données en téléchargement sur www.insee.fr

► 3. Estimation au niveau communal du nombre d'emplois indirects alloués par les fournisseurs du CNPE en 2017



► 4. Implantation géographique des fournisseurs du CNPE du Blayais



* établissements.

Lecture : 13 % des commandes passées par le CNPE du Blayais sont dirigées vers des fournisseurs du secteur de la réparation et installation de machines et d'équipements implantés en France métropolitaine, dont 10 % en Gironde et 5 % dans le territoire d'inscription.

Champ : commandes passées par le CNPE du Blayais.

Sources : Insee, appariements Flores-DSN-FEE-RP2017 ; EDF, salariés et commandes 2017.

► Définitions et méthodologie

Le **territoire d'inscription** du CNPE correspond à une zone d'influence économique, établie en regroupant sans discontinuité les communes dont au moins 2,5 % de la population active en emploi est concernée par l'activité du CNPE. Les communes de Montendre, Mirambeau, Saint-Bonnet-sur-Gironde, Saint-Mariens et Cagnac appartiennent au territoire malgré un seuil inférieur à 2,5 % pour respecter une continuité géographique et compte tenu du volume d'emploi concerné par le CNPE. Les communes d'Asques, Cadillac-en-Fronsadais, Chepniers, Sainte-Colombe, Chatenet, Le Pin, Bran, Vibrac, Coux, Tugéras-Saint-Maurice, Rouffignac, Soubran, Salignac-de-Mirambeau, Saint-Sorlin-de-Conac, Saint-Georges-des-Agoûts, Semoussac, Consac, Saint-Dizant-du-Bois, Nieul-le-Virouil, Guitinières et Saint-Hilaire-du-Bois sont exclues du territoire par manque de continuité géographique et compte tenu du faible volume d'emploi concerné par le CNPE.

Les activités **présentielles** sont celles mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou de passage alors que les activités productives produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Les **emplois directs** correspondent aux emplois du CNPE. Les effectifs avec leurs caractéristiques ont été communiqués par EDF. Les **emplois indirects** sont obtenus au prorata des commandes, dont la liste est transmise par EDF, dans le chiffre d'affaires des établissements prestataires. Les **emplois induits** sont générés par la consommation courante (alimentation, habillement, logement, services, etc.) des familles des personnes occupant un emploi direct ou indirect.

Population concernée : pour les salariés directs, la population de leurs ménages est estimée selon les données EDF. La taille des ménages des autres salariés est estimée à partir du recensement de la population.

Le **potentiel fiscal** permet de comparer des territoires entre eux en faisant abstraction des taux pratiqués par chacun d'eux. Il est utilisé pour comparer la richesse fiscale potentielle de différentes zones entre elles. Il permet de mesurer en partie l'inégalité de moyens entre des territoires, mais non les différences de mobilisation de ces moyens. Il ne permet pas non plus de mesurer la richesse des habitants d'un territoire.

Un potentiel fiscal plus important dans une zone que dans une autre indique donc une richesse potentielle mobilisable plus forte pour alimenter un budget et pour financer des services ou des projets. C'est le signe d'une autonomie financière plus grande, par comparaison à un territoire plus « pauvre » qui dépendra davantage des dotations de l'État et des emprunts. C'est également le signe de la présence plus importante d'activités économiques ou d'une zone de résidence plus aisée.

► Pour en savoir plus

- **Decondé C., Fabre V.**, « La centrale nucléaire de Civaux emploie 950 salariés et contribue à faire vivre plus de 5 400 personnes », *Insee Analyses Nouvelle-Aquitaine*, n° 120, juin 2022
- **Le Goff F., Bruyas J.**, « La centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux emploie 870 salariés et fait vivre 5 000 personnes », *Insee Analyses Centre-Val de Loire* n° 66, novembre 2020
- **Le Goff F., Bruyas J.**, « La centrale nucléaire de Chinon emploie 1 700 salariés et fait vivre 10 500 personnes », *Insee Analyses Centre-Val de Loire* n° 64, novembre 2020
- **Ébro A., Gass C.**, « 3 700 emplois liés à la centrale nucléaire de Cattenom et 61 communes concernées dans le Grand Est », *Insee Analyses Grand Est* n° 91, février 2019

